

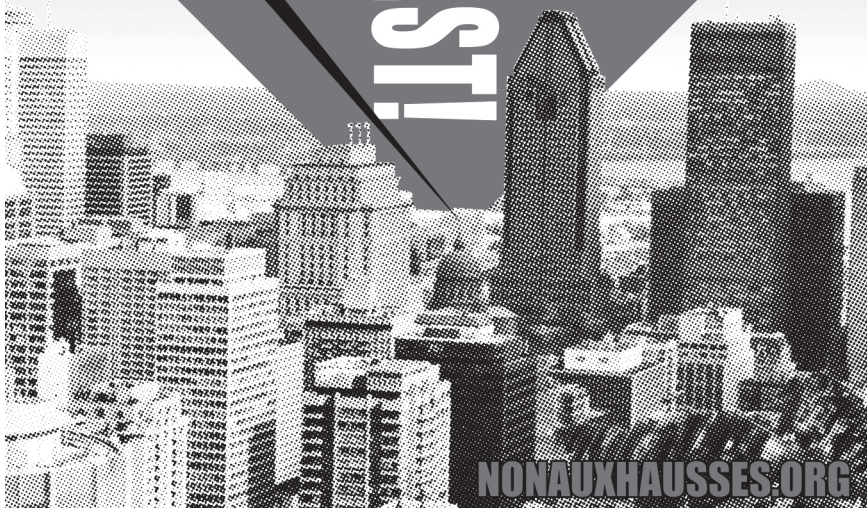
**LA RICHESSE  
EXISTE!**

**PRENONS-LA OÙ ELLE EST!**

**MANIFESTATION**  
Contre la  
tarification, les  
compressions et la  
privatisation des  
services publics

**1<sup>er</sup> AVRIL, 13h00**  
**SQUARE PHILLIPS, MTL**  
(Métro McGill, Ste-Catherine/Union)

**QUARTIER  
DES AFFAIRES**



**NONAUXHAUSSES.ORG**

Le gouvernement libéral de Jean Charest nous annonce qu'il faudra se serrer la ceinture pour éliminer le déficit entraîné (nous dit-on) par la crise économique. Les mesures qu'il privilégie sont les compressions budgétaires et l'augmentation des tarifs. La liste des tarifications que le gouvernement pourrait mettre en place est impressionnante: hausse des tarifs d'électricité, hausse des primes à l'assurance-médicaments, introduction d'un ticket-moderateur en santé, hausse des frais de scolarité, hausse éventuelle des frais de garderie, instauration d'une tarification de l'eau, hausse de la TVQ qui dépasserait le 1% déjà annoncé, etc.

De telles mesures vont nuire d'abord aux plus pauvres, encore majoritairement les femmes (personnes à l'aide sociale, travailleurs et travailleuses précaires et au salaire minimum, étudiants et étudiantes, personnes âgées, personnes racisées, etc.) et appauvrir la classe moyenne. Sans parler de la qualité des services publics et leur accessibilité qui risquent d'écoper.

L'accès à des services publics universels et de qualité est l'un des moyens pour assurer la réalisation des droits humains et pour agir efficacement sur les causes de la pauvreté. Les services publics ont été créés pour que toutes et tous y aient accès sur la base de leurs besoins et non de leur capacité de payer. De plus, la privatisation et la réduction des services publics, en plus de rendre plus difficile l'accès à ces services, forcent souvent les femmes à assumer elles-mêmes ces services dans la sphère domestique.

Une fiscalité plus progressive assurerait une meilleure redistribution de la richesse et permettrait à l'État d'augmenter ses revenus pour garantir de meilleurs programmes et services.

Plutôt que de gratter le fond de nos poches, le gouvernement pourrait plutôt aller chercher des milliards par:

- ★ la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal;
- ★ l'ajout d'au moins un palier d'imposition pour les particuliers à hauts revenus;
- ★ la réduction ou l'abolition de certaines exemptions fiscales qui ne profitent qu'aux riches;
- ★ la lutte contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux;
- ★ une saine gestion des finances publiques.

**Les compressions, les tarifications et la privatisation  
ne sont pas la solution.**

**Pour financer adéquatement les services publics  
et les programmes sociaux et pour lutter contre la  
pauvreté: REDISTRIBUONS LA RICHESSE!**

Infos: [www.nonauxhausses.org](http://www.nonauxhausses.org)